# Extradition d'Assange : forfaiture de la justice britannique !

Le 28-06-2022

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le Pardem qui a toujours soutenu Julian Assange s'insurge contre la  forfaiture de la justice britannique. Nous relayons la déclaration du Comité Wiki Justice  Julian Assange à laquelle nous nous associons.

**WikiJustice Julian Assange - déclaration**

Ce comité a été créé dans l'urgence, à l'initiative de journalistes, de juristes et de citoyens soucieux de préserver le droit de la liberté d'information et d'expression, pour défendre et porter secours au Journaliste-éditeur australien Julian Assange dont les droits fondamentaux ont été violés par la Suède, l'Equateur, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Julian Assange n'est coupable d'aucun crime. Aucune charge n'est retenue contre lui. Julian Assange est un prisonnier politique.

Julian Assange a fondé Wikileaks en 2006, un organe de presse qui prône la transparence dans la gestion des affaires des états et une liberté totale de l'information. Il est resté rédacteur en chef de Wikileaks jusqu'en 2018, date à laquelle le gouvernement équatorien de Lenin Moreno l'a coupé de tout contact avec l'extérieur et placé à l'isolement. Wikileaks et Julian Assange ont révélé des crimes de guerre commis par l'armée américaine en Afghanistan, le financement de DAECH par la fondation Clinton, les tortures pratiquées à Guantanamo ainsi que l'espionnage, par la CIA, du gouvernement Hollande qui lui refusera tout de même l'asile politique après seulement 50 minutes de réflexion.

**100% des informations publiées par Wikileaks sont incontestables et incontestées.**

La Suède, l'Équateur, le Royaume Uni et les USA persécutent Julian Assange pour avoir porté à la connaissance du grand public un crime de guerre commis par l'armée américaine en Irak (Collateral murder), crime qui lui a été révélé par la militaire lanceuse d'alerte Chelsea Manning, elle-même persécutée, emprisonnée, torturée abusivement, à maintes reprises, par le gouvernement des États-Unis.

En persécutant Julian Assange, la Suède, l'Équateur, le Royaume Uni et les USA ont violé la déclaration universelle des Droits de l'Homme, le Pacte des Droits civiques et politiques, leur droit territorial, le Ruling de l'ONU de 2016 qui exigeait la libération, l'indemnisation et la mise en lieu sûr de Julian Assange et enfin, l'article 7 du statut de Rome (CPI). Ils sont tous coupables de crime contre l'Humanité.

La suite sur *Le grand soir* https://www.legrandsoir.info/wikijustice-julian-assange-declaration.html

Opens in a new window  Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire